

Rebondis

Pour le président de l'UDF, la France doit s'emparer des propositions de Fisher.

Une chance pour fédérer l'Europe

par FRANÇOIS BAYROU

Joschka Fischer a donné rendez-vous à l'Europe. Il l'a fait en termes si simples et si convaincants que son intervention mérite une réponse aussi simple et aussi convaincue. Oui, Joschka Fischer, l'horizon de l'Europe, c'est l'esprit fédéral et la démocratie. Bien entendu, ces idées ne sont pas neuves. Elles sont la source même de l'idée européenne. A chaque étape de l'aventure européenne, il s'est trouvé des responsables pour les défendre et les imposer. Giscard, Mitterrand, Delors les ont fait progresser. Ce sont ces idées que nous avons défendues, avec la liste UDF, aux élections européennes.

Joschka Fischer leur donne une chance qui était refusée depuis longtemps. Il faut fédérer l'Europe, lui donner des institutions démocratiques, et il faut le faire maintenant. C'est le seul moyen de sortir de la crise programmée de l'Europe qui se défile.

Quel est le projet? Nous voulons construire l'union politique de l'Europe. Si l'Europe n'est plus qu'un marché, qu'une monnaie, ou qu'une sorte d'ONU régionale perdue en d'interminables concertations, elle n'aura rien à dire au monde, et rien à faire pour les siens, nos concitoyens français et européens.

L'Europe, c'est une Union, c'est-à-dire une enti-

été politique, dotée des instruments de la souveraineté: monnaie, force armée, capacité à agir à l'intérieur et à l'extérieur dans tous les domaines où les Etats nationaux n'ont plus les moyens de le faire. La souveraineté perdue des Etats européens ne peut se retrouver que par une Europe politique. Cette union n'est pas seulement formée d'Etats. Elle est formée de peuples et de citoyens. Nos concitoyens européens ne s'expriment pas seulement dans le cadre de leurs démocraties nationales. Ils doivent s'exprimer aussi dans le cadre de la démocratie européenne. Dans une démocratie, un pouvoir est nécessairement contrôlé. Sa légitimité repose sur l'adhésion des citoyens. Or, dans l'Europe telle qu'elle est organisée aujourd'hui, le pouvoir n'est pas contrôlé par les peuples, et les citoyens ne peuvent pas adhérer à ses choix, parce qu'ils n'ont aucune idée de l'identité de ceux qui gouvernent, de leurs compétences, ou des moyens de les remplacer si les décisions prises en leur nom ne leur plaisent pas. C'est pourquoi l'instauration d'une démocratie européenne passe par l'écriture d'une Constitution, l'élection d'un président pour l'Europe, et la naissance d'une véritable démocratie parlementaire pour tout ce qui touche aux pouvoirs de l'Union.

L'esprit fédéral et les pouvoirs de l'union. Il est temps de réhabiliter, en France, comme en Grande-Bretagne d'ailleurs, l'esprit fédéral. L'esprit fédéral, ce n'est pas celui d'un super-Etat centralisé dont l'obsession serait de tout faire, de tout régler, de tout ordonner à la place des Etats, ou d'ailleurs des régions qui le forment. Cela, c'est l'esprit jacobin qui a durablement, et profondément marqué les habitudes politiques françaises. L'esprit fédéral, c'est le contraire de l'esprit jacobin! Dans l'esprit jacobin, qu'on pourrait aussi appeler l'esprit de l'Etat absolu, le pouvoir vient d'en haut et il n'est concédé à la base que par délégation du sommet. Lorsqu'on dit qu'il faut «décentraliser» ou «déconcentrer», on dit aussi que le pouvoir est en haut et qu'il faut prier l'Etat de le déléguer vers le bas, et aussi qu'il aura toujours le droit de le reprendre.

L'esprit fédéral, c'est le contraire! Dans l'esprit fédéral, la légitimité est en bas. Le pouvoir le plus légitime, c'est le plus proche. La délégation se fait du bas vers le haut, par esprit d'efficacité. C'est ainsi que la liste des pouvoirs délégués à l'échelon central est, dans l'esprit fédéral, nécessairement limitative. Et c'est la première tâche d'une Constitution fédérale que d'énoncer, pour la limiter, la liste limitative des compétences de ses institutions communes.

Une démocratie de citoyens informés. Une grande partie de la contestation endémique dont souffre le projet européen vient de l'ignorance. Je suis certain qu'il n'y a pas cinq pour cent des Français, et peut-être pas un pour cent d'entre eux qui ait une idée claire du fonctionnement du triangle institutionnel européen: Conseil, Commission, Parlement. Il faut sortir de cette ignorance, car elle sert les ennemis de l'entreprise européenne. C'est ainsi que l'on peut faire croire que les initiatives sur la chasse sont le fait de l'Europe alors qu'elles ont été demandées et acceptées par la France. On fait croire que la définition du chocolat se fait à notre corps défendant, alors que c'est le gouvernement français qui a dit oui. On laisse accuser l'Europe pour des dispositions absurdes sur les marchés de plein vent alors qu'il s'agit d'un règlement purement français qui durcit inconsidérément des dispositions européennes que nous avons nous-mêmes exigées. Cette ignorance organisée sert les campagnes anti-européennes. Plus encore, elle sert la lâcheté de gouvernants nationaux qui n'osent pas endosser la paternité des décisions qu'ils ont prises ou voulues! En démocratie, tout pouvoir doit être contrôlé. Il n'y a pas de contrôle sans information. Une Constitution, c'est un texte clair qui garantit que les citoyens sont informés avant de décider.

Des décideurs élus et responsables devant les peuples. Il n'y a pas de démocratie si les décideurs ne sont pas responsables. Aujourd'hui, la présidence du Conseil change tous les six mois. Elle est exercée tour à tour par des chefs d'Etat ou de gouvernement dont la préoccupation est d'abord nationale. Chacun d'entre eux, à son tour, cherche davantage un «succès» passager pour améliorer son palmarès ou son image qu'un réel progrès. Le président de la Commission est désigné par les Etats au terme de rodéos

diplomatiques dont les opinions ne sont jamais informées. Le Parlement européen l'investit, certes, mais il n'y a qu'un seul candidat. Et donc pas de campagne. C'est ainsi que l'on peut continuer à soutenir, notamment en France, l'idée que la commission est technocratique, organe fonctionnaire, dont on affirme même qu'il n'est par définition qu'un simple secrétariat du Conseil. Cela ne changera que si les citoyens ont leur mot à dire en élisant cette figure de proue de l'Europe. Cela se fera un jour directement, au suffrage universel. Cela peut se faire demain par un «congrès européen», réunissant à parité les parlementaires européens et les représentants des parlements nationaux. Ainsi, l'Europe aura un visage identifié et responsable devant les citoyens.

«Une démocratie européenne passe par l'écriture d'une Constitution et l'élection d'un président.»

Une vraie démocratie parlementaire. Chaque jour, un événement nouveau confirme le prix à payer pour l'absence d'Europe. Cet hiver, le drame de l'Erika a prouvé à tous nos concitoyens ce que coûte l'absence d'une action efficace en matière de sécurité maritime, dotée de gardes-côtes capable de faire respecter une loi de la mer et le principe de précaution et de sécurité qui doit l'inspirer. Sans pouvoir politique fédéral, les Etats intéressés ont beau jeu d'opposer leur veto à un durcissement des règles.

Ce printemps, la chute de l'euro est tout entière à mettre au compte de l'incapacité politique. Des banquiers centraux sans interlocuteur, des politiques budgétaires incohérentes, une incapacité, notamment en France, à réduire les déficits, tout cela provoque le doute et l'incertitude. Une monnaie unique appelle, sauf à se dissoudre, un pouvoir politique capable de la défendre.

Ces jours-ci, enfin, l'interrogation sur l'extradition de Sid Ahmed Rezala, accusé d'une série de meurtres horribles, et réfugié au Portugal, laisse pantois. Nous avons besoin d'un espace judiciaire européen, avec des règles harmonisées, avec un procureur européen, capable de poursuivre le crime dans tous les pays de l'Union. Si nous ne le faisons pas, les frontières continueront à servir de remparts pour les criminels. Pour décider de cela, il faut une véritable vie parlementaire européenne. Cette vie parlementaire ne trouvera sa force et son écho que si les leaders politiques nationaux peuvent siéger effectivement, tous ensemble, au Parlement européen.

C'est le moment. Il y a des chances que l'on ne peut pas laisser passer! Pour la première fois, un ministre des Affaires étrangères d'un grand pays européen a mis les cartes sur la table. Sans faux semblant, Joschka Fischer a posé les seules questions qui vaillent. Il faut lui répondre. Je ne sais quelle sera la réponse des dirigeants français. Mais il y a les citoyens. D'un bord et de l'autre de l'échiquier politique, des responsables, des femmes et des hommes militants et élus ont engagé leur vie pour l'avènement de cette Europe-là. D'autres s'y sont convertis. Il est temps qu'ils se rassemblent, parlent et agissent sans considération d'intérêts partisans. Pour moi, je m'engage à travailler avec tous ceux qui y sont décidés.

François Bayrou est député européen et président de l'UDF.

L'œil de Willem



Rebonds

QUOTIDIENNE

par
PIERRE
MARCELLECalculer
Cartland

Tiens, elle n'était pas déjà morte, Mary Barbara Hamilton, alias Barbara Cartland? Vertige (bref), dimanche, à l'annonce de l'extinction de l'"excentrique" mignonne petite vieillarde qui aurait eu 99 ans aux moissons, mais qu'on ne saurait cependant réduire à des chiffres, même si, dans ces temps quantitatifs, 723 romances dictées et vendues à, dit-on, un milliard d'exemplaires vous posent une femme, au Guinness Book du stakhanovisme. Alors, quoi, encore, sur les ondes, à propos de l'Agathe Christie de la jaquette pastel, la poupée Barbie du quatrième âge, la peu académique fiancée d'Hercule Poirot-Delpech, la Jeanne Calment de Fleet Street et des Anglais, la fiancée télévisuelle de Léon Zitrone, la fratrie de Leo Blair dans les tabloïds de lundi et la cousine par alliance (si j'ai bien tout compris) de feu lady Diana Spencer? Pas grand-chose, somme toute, hormis sa gâtée-robos roses garnie comme le placard à chaussures d'Imelda Marcos, ses lits à baldaquin pour sauterie sur le Phocée, son bois couronné d'un reste de rousser, ses chapeaux de la reine, son teint de pêche en cire de Madame Tussaud, son manoir de style Tudor, ses yorkshires façon Belmondo et ses vitamines d'éternelle jeunesse... Rien qui ne contarie, à l'heure de la mort, le sentiment ma foi répandu qu'on n'en peu de chose (elle, surtout). Et puis, dans les marges, des petites choses qu'il faut trois fois relire pour bien les entendre, tant elles détonnent et contrarient l'image. Ceci, par exemple, au fond d'une dépêche de l'AFP: «Barbara Cartland s'est battue avec succès pour l'ouverture de camps de gitans.» Ou ce propos, qui va sans dire mais mieux en le disant, relatif à ses travaux d'écriture: «Je me moque de la littérature...» Ou cet autre, encore, à propos d'un hypothétique au-delà, qui sera «bien mieux que la vie ou alors rien du tout [...] Il n'y a rien à craindre.» Tant de bonté alliée à tant de lucidité irait, n'est-ce pas, jusqu'à émouvoir? Ce qui est bien, avec les stars, c'est qu'on peut toujours, quand elles disparaissent, les repeindre en rose.

Livre. Une description des « sociétés réelles » qui constituent la région.

Les Balkans sans fard

«Balkans: la crise», de Jean Arnault Dérens. Folio Actuel. 372 pp., 40F.

C'est l'une des meilleures synthèses sur les Balkans publiée depuis quelques années. Historien et médiéviste de formation, Jean Arnault Dérens mêle à beaucoup d'érudition un sens du détail concret alimenté par une longue expérience sur le terrain. Œuvrant d'abord pour diverses ONG, il se lança ensuite dans le journalisme, tout en animant depuis Podgorica, capitale du Monténégro, le Courrier des Balkans, passionnant site Internet (1) publiant des traductions d'articles des journaux de la région.

«Il n'existe pas de fatalité balkanique mais une histoire compliquée dont les conflits présents sont largement le résultat», affirme-t-il dès l'introduction du livre, soulignant que «toute l'histoire des Balkans semble régie par une dialectique compliquée entre ce qui unit des peuples fondamentalement proches par leur histoire et leurs cultures, et ce qui les distingue».

Il faut se méfier des faciles explications passe-partout. Ainsi, parmi les Albanais, catholiques, musulmans et orthodoxes coexistent sans problème, y compris parfois au sein d'une même famille. Ces trois confessions ont en revanche divisé Serbes, Croates et Bosniaques, parlant pourtant des langues presque semblables. Plusieurs chapitres historiques racontent de façon claire et synthétique la conquête ottomane, la montée des nationalismes à la fin du siècle dernier, la fragilité des Etats-nations, le plus souvent autoritaires, nés sur les décombres des Empires austro-hongrois et ottoman après 1918. Lors de la Deuxième Guerre mondiale, ces Etats s'effondrent ou deviennent alliés de l'Axe, puis, à l'exception de la Grèce, tous basculent après 1945 dans la sphère d'influence soviétique. La Yougoslavie affirme peu après son socialisme atypique, puis l'Albanie s'isole dans un féroce «ethnocommunisme». La question nationale, gelée par le communisme, explose avec la chute du Mur.

Tout cela est connu et a déjà fait l'objet de nombreux ouvrages. Le grand mérite de celui de cet historien-journaliste est d'exposer les racines et le déroulement de l'actuelle crise en parlant aussi beaucoup des «sociétés réelles», notamment en Serbie, au Kosovo, en

Macédoine et en Albanie, dans la zone qui reste la plus instable des Balkans. «Les économies balkaniques échappent aux logiques qui ont cours à l'ouest du continent», note Jean Arnault Dérens, soulignant l'importance de l'économie informelle, sinon criminelle, s'appuyant sur des réseaux familiaux dont l'importance a été renforcée par les expériences socialistes des décen-

nies précédentes. «Les structures claniques ont trouvé de nouvelles fonctions: conditions de la survie, base du pouvoir, infrastructure nécessaire aux activités mafieuses, elles éloignent sans cesse plus les Balkans d'une forme citoyenne de société.» Au travers du récit et des encadrés - portraits, brefs reportages et contrepoints -, nombre de clichés volent en

éclats, dont celui d'une irréductible opposition entre les campagnes nationalistes et les villes multiethniques où l'on se méfie du fanatisme des ruraux, même de son propre peuple.

«Au-delà des projections imaginaires, qui amènent selon l'orientation politique à survaloriser ou à stigmatiser la ruralité, les urbains des Balkans ont tous conservé des liens forts avec

l'espace du village», souligne l'auteur. Tout aussi fine est son approche, dans les deux derniers chapitres, de la crise du Kosovo, «victime en quelques mois (en 1999, ndlr) d'un double mouvement de nettoyage ethnique d'une ampleur jusqu'ici inconnue» et de la démocratisation apparemment impossible de la Serbie.

MARC SEMO

(1) <http://bok.net/balkans/>

La bonne adresse
pour votre
future adresse ?

WWW.SELECTAUX.COM

selectaux.com, c'est la sélection des meilleures solutions pour le crédit et l'immobilier.

► Financez

Simple et rapide, selectaux.com vous donne accès en toute transparence à des financements personnalisés, proposés par les banques les plus dynamiques.

► Achetez

Et, pour trouver le logement qu'il vous faut, selectaux.com vous propose une sélection d'offres immobilières (programmes neufs) et de sites d'annonces.

► Aménagez

Sur selectaux.com, il y a aussi des solutions pour l'achat et l'aménagement de votre logement.

SELECTAUX.COM

La centrale du crédit et de l'immobilier